



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

17/06/2023

Rapport au 9^{ème} congrès 16 et 17 juin

Bienvenue aux camarades et c'est avec plaisir que nous accueillons les sympathisants dont la présence manifeste l'intérêt qu'ils portent à la politique et à l'activité de notre parti.

Ce 9^{ème} congrès marque la 21^{ème} année de l'existence du Parti Révolutionnaire Communistes. La première phrase du rapport d'ouverture de notre congrès fondateur déclarait : « *A l'issue de ce congrès nous aurons créé en France le parti révolutionnaire qui manque tant aujourd'hui, en créant « Communistes » nous allons donner l'outil indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société* ». Nous avons pris cette décision à partir de l'analyse de classe de la situation en France, en Europe, dans le monde. Depuis notre dernier congrès la situation mondiale s'est profondément modifiée, la vie des travailleurs et des peuples du monde entier s'est aggravée. Ils endurent chaque jour les ravages que la société capitaliste et les gouvernements à son service leur imposent.

Le texte préparatoire au 9^{ème} congrès titrait ne de ses parties : « ***En France comme dans le monde : un capitalisme de plus en plus dur, autoritaire, répressif et belliciste.*** « *Partout, le capital veut accroître son terrain de chasse. En concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles les pays capitalistes se font une concurrence sans merci pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs, plus d'oppression des peuples, plus de domination des Etats et des territoires, plus de guerres, de pillages. Les concurrences qui s'exacerbent entre les puissances capitalistes et les conflits au sein de l'impérialisme rendent la situation internationale particulièrement dangereuse. Les effets se font ressentir sur tous les peuples et enclenchent un dangereux processus de réarmement. 2022 et 2023 sont marquées par des luttes et des révoltes ouvrières, paysannes et populaires importantes, des grèves et des manifestations dans le monde contestant le système capitaliste. Le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Macron est au pouvoir pour accélérer cette mise en œuvre de la politique du capital* »

Aujourd'hui La classe ouvrière, le peuple, ont plus que jamais besoin d'un parti révolutionnaire, d'un parti d'avant-garde, pour mener cette lutte.

Tout dans la situation en France confirme que la classe ouvrière et le peuple a absolument besoin **d'un parti révolutionnaire pour mener son combat contre le capital**, d'un parti dont l'objectif est « **d'abattre le capitalisme pour construire une société nouvelle, le socialisme** », qui analyse chaque situation, chaque événement d'un point de vue de classe, un parti qui propose une analyse de classe à partir des intérêts de la classe ouvrière.

1. Dans quelle situation nationale et internationale se déploie notre activité

LA SITUATION EN FRANCE

* **Inflation** L'inflation qui s'est installée durablement dans les mois qui ont suivi la crise liée au Covid-19 en raison de la reprise économique, puis la guerre en Ukraine qui touche le continent européen depuis la fin du mois de février 2022, c'est l'explication qu'en donnent les économistes au service du capital. Seulement, le phénomène de hausse des prix ne date pas seulement de l'invasion russe de son voisin.

Les prix de l'énergie ont augmenté de manière exceptionnelle, ceux du pétrole brut ont bondi de 350 % entre avril 2020 et avril 2022, soit la plus forte augmentation sur deux ans depuis 1973, mais aussi ceux des denrées alimentaires puisque l'Ukraine et la Russie représentent environ 30 % des exportations de blé au niveau international. Alors que les prix de gros de l'énergie ou des matières premières baissent depuis plusieurs semaines, la répercussion sur le portefeuille des ménages ne s'est pas encore fait sentir.

Toute l'inflation ne s'explique pas seulement par des effets directs et mécaniques de la guerre en Ukraine. Un document de la Banque Centrale Européenne d'avril 2023, note que « *la hausse des bénéfiques [des entreprises]*

a joué un rôle important dans la hausse de l'inflation", en particulier depuis le troisième trimestre 2022. Certaines sociétés de plusieurs secteurs ont ainsi augmenté leurs marges. Des banques et des fonds d'investissements ont spéculés sur les matières premières, ce qui fait monter artificiellement les prix sur les marchés agricoles mondiaux.

Bruno Le Maire, fin mai, annonçait réjoui : « l'inflation ralentit, et elle ralentit même fortement ... elle est de 5,1% contre 6% au début de l'année ... ralentissement due à une baisse de l'énergie et des matières premières ». Pour mémoire les prix de l'énergie ont augmenté de manière exceptionnelle : 15% pour l'électricité et le gaz, 12,5% pour les carburants, entre février 2022 et mai 2023. C'est une fausse « bonne nouvelle », une inflation qui baisse ne veut pas dire que les prix baissent et cette baisse est même rarement répercutée sur les prix de vente, au nom du sacro-saint profit des entreprises capitalistes. Les produits de première nécessité continuent leur vertigineuse ascension. Selon un rapport de l'Insee : tous produits confondus, les prix de l'alimentation ont augmenté de 16,60% entre mai 2022 et mai 2023. L'inflation alimentaire a atteint des niveaux inégalés depuis les années 1970. Un français sur quatre a restreint sa consommation, 1/3 des 18-35 ans saute des repas pour des raisons financières, 26 % de personnes ont renoncé à se soigner principalement à cause du reste à charge.

La situation du peuple se dégrade de plus en plus

Macron a dit et répété « après la très contestée réforme des retraites, d'autres réformes probablement impopulaires, mais nécessaires seront menées »

Procéder aux réformes jugées « nécessaires » par Macron, c'est mettre en place les moyens d'une surexploitation des travailleurs et du peuple encore plus poussée que celle qui existait jusque-là. C'est liquider les grands acquis sociaux, le modèle social français issu du Conseil National de la Résistance ; c'est liquider ce qui reste du secteur public, c'est en finir avec le droit à la protection sociale, à la retraite pour tous, c'est en finir avec un service public hospitalier qui répond aux besoins de tous. C'est adapter toute la société française aux objectifs de développement du capital.

Les conséquences de cette politique se font durement sentir. Les inégalités s'accroissent. La pauvreté gagne du terrain.

* **Salaires** : 14,5% des salariés sont payés au SMIC, 55% gagnent moins d'une fois et demi le Smic, 8% des travailleurs occupent un emploi qui ne leur permet pas de dépasser le seuil de pauvreté. En 2022, le salaire mensuel de base des Français a diminué de 3%, (indication du ministère du travail). Ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 20 ans.

* **Pauvreté** : En France 11 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté ce qui représente 17% de la population. Dans les Quartiers Prioritaires, où vivent plus de 5 millions de personnes, c'est 44 % qui vit en dessous du seuil de pauvreté. La moitié des pauvres vivent avec moins de 752€ par mois, 1 million de retraités vivent avec moins de 600 € par mois.

26% des jeunes de 18-24 ans vivent sous le seuil de pauvreté (DRESS, février 2023), 35% des personnes en grande pauvreté sont des enfants, en France 1 enfant sur 5 est pauvre !

* **Une jeunesse sacrifiée** : La majorité des jeunes dans une grande pauvreté ne bénéficient d'aucune aide sociale. 100.000 jeunes sortent précocement du système scolaire, 1,5 millions de jeunes, soit 23%, sont sans emploi, sans étude, ni formation. 18,3% des jeunes de 15-25 ans sont au chômage, bien au-dessus de la moyenne européenne et de la zone euro qui, elles sont à 14,4%

A l'autre bout de la chaîne Les profits du capital s'envolent

* En 2022 les entreprises françaises du CAC 40 ont dégagé 142 milliards € de bénéfices cumulés, leur chiffre d'affaires en hausse de 19% en un an atteint 1.729 milliards € soit les 2/3 du PIB de la France.

Avec des records pour l'énergie : TotalEnergies a réalisé 19,5 milliards € de profit, Stellantis 16,8 milliards €, et CMA-CGM, troisième armateur mondial, 23,17 milliards €.

A l'image des bénéfices les dividendes versés aux actionnaires ont atteint, eux aussi des montants records. Les entreprises du CAC 40 ont redistribué aux actionnaires "les deux tiers" des profits réalisés en 2022 sous forme de rachats d'actions ou de dividendes, pour atteindre 80,1 milliards €. Pour l'ensemble des entreprises françaises c'est 320 milliards € qui ont été versés aux actionnaires, plus des 2/3 du budget de la France dont le montant est de 436,5 milliards €.

Les PDG eux voient leur rémunération s'envoler. La rémunération moyenne des patrons du CAC 40 a augmenté de 52 % en 2022. Celle de Pouyanné, PDG de TotalEnergies, dépasse les 10 millions d'euros en 2023 (+ 23%) ; en 2021, Carlos Tavares, PDG de Stellantis, a gagné plus de 66 millions d'euros, Bernard Charles, dirigeant de Dassault Systèmes, a empoché quelque 44 millions €.

L'appel à la sobriété lancé par Macron ne les concerne pas

Encore des cadeaux pour les entreprises.

Bruno Le Maire a présenté au conseil des ministres son projet de loi sur l'industrie verte. La loi qui sera débattue cet été au Parlement doit générer 23 milliards d'euros d'investissement industriels, Il prévoit de nouveaux dispositifs de financement, avec un nouveau crédit d'impôt et un plan d'épargne pour flécher l'épargne des jeunes

vers les projets industriels verts. 2,3 milliards d'euros de prêts directs ou de garanties et 490 millions d'euros en fonds propres seront déployés par Bpifrance.

*Le gouvernement annonce une enveloppe supplémentaire de 175 millions d'euros pour relancer l'appel à projets « *écosystèmes territoriaux hydrogène* » dans le cadre du plan France 2030...

*Depuis 1979, les aides publiques ont crû de près de 3 points du PIB et ces 3 points ont été entièrement distribués aux entreprises

De l'argent pour les capitalistes il y en a mais le gouvernement resserre un peu plus les cordons de la bourse, en gelant 1 % des crédits de son budget 2023 : c'est 1,8 milliard d'euros d'économie, s'ajoutant aux 5 % déjà « gelés » dans la loi de finances initiale, soit 10 milliards. Bruno Le Maire a reçu les équipes de l'agence de notation et a annoncé que les Assises des finances publiques se tiendront le 19 juin, il aura dit-il « *l'occasion de préciser les économies que nous ferons dès le projet de loi de finances pour 2024* ». Il veut ramener le déficit public de 4,7% à 2,7% du PIB. Concrètement, il s'agira de mettre à la diète, le peuple, les services publics pour préserver les profits des entreprises.

La place de la France dans le monde

La place de la France dans le monde a reculé. 1,1% de croissance envisagée en 2023, 1,6% en 2024

Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « compétitivité » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités... Les entreprises et les services dits « non compétitifs » sont condamnés, les salariés sont licenciés et condamnés au chômage.

Le PIB de la France a chuté et arrive à la 28^{ème} place des pays au plus gros PIB par habitant.

Les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire, les luttes se développent

Depuis janvier, la réforme des retraites a déclenché des luttes d'une ampleur exceptionnelle, la mobilisation a battu des records avec des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités, dans un combat qui a cristallisé la colère accumulée depuis des années contre Macron. Luttes pour les salaires, contre les suppressions d'emplois, les conditions de travail, pour la défense des conquêtes sociales majeures, pour la défense du Service Public, manifestations du personnel de santé, médicaux sociaux, RATP pour les salaires et contre la privatisation. Pendant ces mobilisations, nous avons pu mesurer que nos analyses, nos arguments, nos propositions sont approuvées par un nombre croissant de celles et ceux qui se battent, nos explications, répondent à l'attente de salariés, de jeunes, de retraités, elles répondent aux questions que se posent nombre de syndicalistes

La lutte contre la réforme des retraites a donné un souffle nouveau à l'action contre la politique du gouvernement et du capital. Il faut mesurer l'importance du mouvement revendicatif de ces derniers mois, « *une grève même locale pousse les travailleurs à réfléchir au sort de toute leur classe et à l'exploitation brutale sur laquelle repose la société capitaliste* » écrivait Lénine : « *En temps ordinaire (...), l'ouvrier traîne son boulet sans mot dire, sans contredire le patron, sans réfléchir à sa situation. En temps de grève, il formule bien haut ses revendications, il remet en mémoire aux patrons toutes les contraintes tyranniques qu'ils lui ont infligées, il proclame ses droits, il ne songe pas uniquement à lui-même et à sa paie, il songe aussi à tous les camarades qui ont cessé le travail en même temps que lui et qui défendent la cause ouvrière sans craindre les privations.* » Lénine expliquait que, pour les travailleurs, la grève est « *l'école de la guerre* ».

Ces luttes ont été puissantes, mais pas assez pour faire reculer le gouvernement. Il faut aller beaucoup plus loin, il faut frapper beaucoup plus fort, développer un mouvement de lutte plus large, plus puissant, pour mettre en échec le pouvoir et le capital. Il faut renforcer la construction du rapport de force par la grève et les manifestations. Nous devons analyser les causes qui font que le mouvement de lutte n'a pas pu faire reculer le gouvernement

Le syndicalisme de classe : une urgence

L'intersyndicale a appelé à 14 journées de grèves et de manifestations nationales éloignées les unes des autres fixées en fonction du calendrier parlementaire, et n'a pas impulsé des grèves reconductibles, la CFDT s'est même prononcée contre. Des syndicalistes, des militants syndicaux ont développé des luttes reconductibles liant retrait de la réforme des retraites, indexation des salaires sur l'inflation, condition de travail, embauches, sans avoir le soutien des confédérations syndicales. Après le 6 juin l'intersyndicale a pris la décision de renouer le « *dialogue social* » dans des réunions tripartite : gouvernement, organisations patronales, syndicats.

Le recul du syndicalisme révolutionnaire dans la CGT, syndicalisme qui a joué un si grand rôle par le passé dans la lutte contre le capital, est un handicap énorme pour les salariés. L'existence d'un véritable syndicalisme de classe puissant est un problème majeur de notre époque.

Le concept de partage des richesses s'est substitué à l'idée révolutionnaire de l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange. Il n'est plus question de la socialisation de ces moyens, ni de la question si dérangeante pour le Capital de « *Qui possède ?* ». Il relève d'une gigantesque falsification : le capital ne veut rien partager, ne peut d'ailleurs pas, à cause de la baisse tendancielle du taux de profit, qui entre 1960 et 2019, est passé de 10 % à un peu plus de 6,5 %. Le partage des richesses est une demande à minima, c'est un compromis.

La question posée est donc bien celle du choix entre le courant social-démocrate qui entend corriger à la marge les méfaits du capitalisme et le courant révolutionnaire qui entend organiser la lutte pour les revendications immédiates sans perdre de vue la lutte des classes.

Cela dit et ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est qu'aujourd'hui des choses sont en train de se passer qui peuvent avoir des conséquences importantes pour l'avenir.

Le dispositif politique des forces du capital.

Face aux explosions de colère contre l'inflation et les conséquences des attaques du gouvernement, le capital emploie et emploiera de plus en plus des moyens coercitifs pour parvenir à ses fins. L'aggravation de la répression, les atteintes graves aux libertés individuelles et collectives vont de pair avec l'existence du capital.

Il s'appuie sur les forces politiques qui servent ses intérêts. Le capital dispose de relève politiques qu'il pourra utiliser si le besoin s'en fait sentir. Tous les partis, sauf le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES, situent leurs actions au sein du capitalisme.

Le RN n'est rien d'autre qu'une solution que le capitalisme utilisera s'il le juge nécessaire. Il développe actuellement sa démagogie habituelle en se présentant non sans succès, comme le seul remède aux difficultés grandissantes que rencontrent les gens

Aucun des partis politiques ne s'attaque au système d'exploitation capitaliste. Renaissance, LR, le RN, Reconquête sont au service du capitalisme ; le PS, EELV, LFI, Le PCF, prônent le partage des richesses, mais ils ne touchent pas au système capitaliste.

Aucun n'identifie le capitalisme comme étant la cause unique des difficultés et par conséquent aucun ne propose de mener la lutte politique pour construire une autre société débarrassée du capitalisme. Vivre avec le capital, c'est le choix que l'ensemble des partis politiques ont fait, certes avec des différences parce qu'il faut qu'ils se démarquent des pouvoirs qui se succèdent pour les remplacer au rythme des élections sans changer de politique « *changer tout pour que rien ne change* ». Pour avancer, il faut imposer des reculs au capital, il faut gouverner contre lui, mais ça ils ne le veulent pas

Vivre avec le capital, c'est renforcer toujours plus l'exploitation du travail avec toutes ses conséquences économiques et sociales, c'est livrer les richesses créées par le travail à une minorité qui possède le pouvoir économique et politique. L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. La vie a démontré que l'opposition capital-travail est irréductible. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploités et exploités. La lutte des classes est présente partout.

Concernant le Contexte international

Quels que soit les gouvernements, quels que soit les pays, aujourd'hui le capitalisme règne sur le monde. Dans le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx et Engels décrivaient ainsi les développements du capitalisme : « *poussée par le besoin de débouchés mondiaux la bourgeoisie mondiale envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout. En un mot, elle se façonne un monde à son image* ».

Aujourd'hui le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Il veut accroître son terrain de chasse, en concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs, plus d'oppression des peuples, plus de domination des États et des territoires, plus de guerres, de pillage.

Face à la montée des puissances émergentes et en premier lieu de la Chine. Les États-Unis et leurs alliés déploient des stratégies de guerre hybride, d'intervention politique, idéologique, technologique et financière ainsi que les pressions militaires.

Pour assurer sa pérennité le capitalisme s'est doté de grandes organisations internationales. L'ONU en est typiquement l'illustration. Elle n'a jamais joué un rôle pour éviter ou arrêter les guerres, les agressions impérialistes. L'ONU jusqu'en 1990 a été l'expression de la guerre froide contre l'URSS et depuis elle est l'expression de la concurrence des impérialistes pour imposer leur domination. Plus de 36 grands ensembles se sont formés dans le monde pour accroître leur puissance dans la concurrence capitaliste mondiale.

C'est bien sûr le cas de l'Union Européenne qui a débuté en 1951 par la création de la communauté charbon acier et le premier traité de Rome en 1957. Le PIB de l'Europe est de 15 810 milliards € elle représente environ 14 % du commerce mondial des biens. Elle est dans l'OTAN, sous direction étasunienne laquelle elle apporte une forte capacité militaire. L'Europe a été créée et se construit pour accélérer le développement du capitalisme à dominante européenne. En France, tous les gouvernements, droite, PS et ses alliés, ont œuvré à son développement, à la structuration de l'Europe capitaliste, imposé des reculs aux peuples.

Nous sommes clairement opposés à l'Europe capitaliste. Nous avons une autre conception des relations entre les nations, des rapports entre les peuples en Europe. Nous luttons pour l'indépendance de chaque nation, contre tout organisme ou gouvernement supranational. La souveraineté, le rôle de chaque nation, ses acquis sociaux et démocratiques doivent être respectés. Nous sommes pour développer une large coopération dans tous les

domaines : industriel, scientifique, technologique, culturel..., pour assurer le développement économique et social de chaque pays.

L'impérialisme forme moderne du capitalisme mondialisé

La question de l'impérialisme est au centre des réflexions de tous ceux qui affirment vouloir changer le monde en le débarrassant du capitalisme.

Les approches de la question de l'impérialisme sont diverses et sur le sujet précis de la guerre en Ukraine, elles conduisent à des positionnements différents voire antagoniques.

Pour certain, l'impérialisme se réduit à la notion d'empire. Ils limitent cette notion aux Etats-Unis ou aux seuls pays qui lui sont alliés. Du coup, la nature de l'impérialisme comme stade de développement du capitalisme est effacée.

Cette différence de concept divise depuis toujours les partis communistes et les forces progressistes dans le monde. Notre parti adopte la définition de Lénine qui s'appuie sur la loi de développement de l'économie capitaliste, celle de la recherche du taux de profit maximum, de l'accumulation et de la concentration du capital. Elle se distingue de la simple analyse de domination militaro-économique d'un pays sur un autre.

En suivant la vision réductrice de l'impérialisme à l'Empire, les concurrents les ennemis des USA seraient, par nature, anti-impérialistes. Se placer de ce point de vue n'est pas sans conséquence politique. Elle conduit des partis communistes de par le monde à soutenir leurs capitalistes au nom de la défense de « *l'intérêt national* », de « *l'union nationale* ».

L'affirmation de l'existence d'un seul bloc impérialiste, dans les faits réduit les causes des guerres actuelles à une « poussée » de l'impérialisme Etatsunien pour maintenir son hégémonie ; tout en cachant les réelles contradictions qui existent entre les principales économies du monde pour le contrôle des ressources naturelles, des moyens de communications, de la force de travail, des positions géostratégiques ou des institutions financières locales. Pour le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES, il est clair que c'est une opération utile pour blanchir l'une des parties des pays capitalistes participant à la guerre impérialiste actuelle et semer la confusion parmi le prolétariat international, comme le font tout autant ceux qui cherchent à blanchir les États-Unis, l'OTAN ou le gouvernement Zelensky. Nous avons exprimé clairement ce point de vue dans une déclaration commune de 44 partis communistes au plan international.

La lutte entre les puissances impérialistes est rude.

Du fait même de la concurrence acharnée que se livrent les groupes capitalistes une nouvelle étape grosse de dangers, y compris celui d'une guerre internationale a été franchie. Le total des dépenses militaires mondiales atteint 2 113 milliards de dollars (rapport SIPRI 2022). Les cinq plus grands États en matière de dépenses militaires en 2021 - États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni et Russie - concentrent 62 % des dépenses militaires mondiales. En France Macron a annoncé qu'une enveloppe de 413 milliards d'euros sera allouée à la Défense pour 2024-2030. Soit, au total, une hausse de 30 % du budget de l'armée, par rapport à la dernière loi.

La lutte pour la paix et le désarmement sont un enjeu de la lutte des classes.

Nous sommes pour la coopération pacifique, pour une politique de paix, d'interdiction des armes nucléaires, de désarmement dans le monde. Nous sommes pour la dissolution de l'OTAN, de la force d'action rapide européenne et de tous les pactes militaires. Cela, seul le développement de la lutte peut le permettre. Les capitalistes et leurs gouvernements, vont-ils pouvoir poursuivre leur offensive contre les peuples, ou au contraire parviendrons-nous à les faire reculer ? En Europe les luttes sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus fortes contre l'austérité, la politique des gouvernements, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, en Angleterre etc... Nous n'en sommes qu'au tout début. Elles sont appelées à se développer. En Europe comme ailleurs c'est la lutte de classe, seulement la lutte de classe qui fera reculer le capital et non des compromis avec lui.

Je voudrais renouveler le soutien sans faille de notre parti à la lutte du peuple palestinien. L'objectif de l'Etat colonialiste d'Israël est de tuer un maximum de Palestiniens, depuis le début de l'année près de 200 Palestiniens ont été massacrés, et de réduire en quasi esclavage la population restante. Nous exigeons que le régime d'apartheid et de colonisation cesse, nous exigeons pour le peuple palestinien le droit de vivre libre et indépendant, le droit à un Etat ainsi que le droit au retour pour ceux qui ont été exilés

Le Parti révolutionnaire : une nécessité pour combattre la politique du capital et le changement de société.

Depuis la création du parti en 2002 nous avons donné l'outil politique indispensable pour combattre le capitalisme, afin changer de société.

Nous avons régulièrement développé notre activité dans les entreprises, les quartiers. En 2020 l'arrêt imposé par la pandémie ne nous a pas empêché de poursuivre l'activité du Parti, le site est resté le lien, les contacts, les réunions en vidéo, les distributions de tracts, journaux... Dans toutes ces circonstances le parti a tenu bon, grâce notamment au Comité National qui a su prendre les bonnes décisions.

Les idées révolutionnaires ont certes reculé en France et dans le monde, mais elles n'ont pas disparu. Elles sont

présentes et surtout elles connaissent un nouveau développement. Une grande partie de la population est en recherche d'une issue politique. Notre Parti réaffirme que pour changer fondamentalement de politique en France, une condition est incontournable : reprendre les richesses créées par le travail, reprendre les grands moyens de production et d'échange aux multinationales, aux grandes banques financières, il faut que les secteurs clés de l'économie et de la finance soient contrôlés et gérés par le peuple. Chasser les actionnaires sans aucun compromis, en confier le contrôle et la gestion au peuple.

Comme l'expliquait Lénine au début des années 1920, il ne peut pas y avoir de « *crise finale du capitalisme. Le capitalisme ne tombera pas comme un fruit trop mûr. Il se relèvera toujours de la pire des crises économiques, jusqu'à ce qu'il soit renversé par une mobilisation consciente et révolutionnaire des masses* ». C'est cette alternative, cette perspective que propose notre Parti et pour laquelle il appelle à lutter, à mener la lutte anticapitaliste sans compromis. Il n'y en a pas d'autre.

La lutte politique est indispensable, essentielle. Sans lutte, rien ne bougera, au contraire. Sans lutte tout s'aggravera. Cette question du rapport des forces est indissociable de notre action politique.

Il faut aborder cette période de manière inédite.

L'organisation du parti

Le Comité national est l'organisme dirigeant entre 2 Congrès. Le CN nous permettra d'affirmer encore plus notre ligne politique sur la base des orientations définies par le Congrès. Le CN se réunit tous les 2 mois.

Entre 2 sessions du CN, le Bureau National gère la lutte politique au quotidien pour impulser l'action de tout le Parti. Il se réunit tous les 2 mois.

Le Secrétariat, appelé actuellement collectif, organisera le travail courant du BN et du CN il se réunira chaque semaine.

Des secteurs d'activité seront confirmés, d'autres à créer, leur rôle est de contribuer à l'élaboration collective de la politique de notre Parti. Ce ne sont pas des organismes de direction. Ces secteurs d'activité sont sous la responsabilité des organismes de direction du Parti que sont le CN et le BN.

La propagande

Développer notre activité de propagande est une tâche primordiale, la bataille idéologique est intense. A de très rares exceptions, tous les médias télévision, radio, internet, journaux, revues appartiennent aux forces du capital. Ils martèlent l'opinion sur tous les sujets, tous les évènements. Le peuple subit un vrai pilonnage pour lui faire admettre que les solutions du capital sont les seuls possibles (retraites, immigrations.)

Notre site, nos tracts, notre journal sont des outils de qualité mais il faut là aussi continuer à les développer, à les améliorer, les faire connaître. Ils sont appréciés. Le collectif hebdo se réunit chaque semaine, et chaque semaine 4 à 7 articles sont écrits pour l'hebdo traitant des questions nationales et internationales, plus « *la brève d'actualité* », 7 jours sur 7 pendant 52 semaines, qui sont envoyés à plusieurs milliers de personnes.

Le renforcement de l'activité du parti

Le renforcement de notre influence, le renforcement du parti sont les questions centrales de notre action politique. Développer notre présence dans les entreprises, le porte à porte, multiplier les réunions publiques, les conférences de presse, doit être le travail de tout le parti, continuer à discuter dans les cellules, les réunir. Chaque adhérent doit être en possession de la politique du parti, de ses analyses, de ses propositions. En lui confiant un rôle militant il devient un point d'appui essentiel de notre politique. Etudions de nouvelles possibilités d'avancer, de développer notre Parti, avec toutes celles et ceux qui veulent que ça change.

Chaque adhésion que l'on réalise est un encouragement à faire plus.

L'organisation

Le Secteur organisation apportera son aide aux organisations de base du parti, au suivi des adhérents, à celui des départements, à maintenir le contact avec les adhérents isolés, à reprendre contact avec ceux qui se sont éloignés et à l'impulsion de l'activité du parti afin de réaliser des adhésions.

La formation

La formation de nos adhérents est essentielle, reprenons l'organisation de journées de formation, utilisons tous nos outils existants. Les cours sont à notre disposition, s'appuyant sur une analyse marxiste. Le mode virtuel est un outil.

La formation est indispensable à un révolutionnaire pour mener son combat, déchiffrer la stratégie capitaliste et ses grandes orientations, cela nécessite une explication scientifique, marxiste, qu'on appelle aussi « *conscience de classe* ». Sans l'étude des bases fondamentales du marxisme, il est impossible d'acquérir une véritable conscience de classe. On le voit avec le partage des richesses pour l'association capital travail encore plus profitable au capital.

L'international :

Sur le plan international, nous entretenons des relations de travail avec de nombreux partis et nous nous

exprimons avec eux sur des questions essentielles comme celle de la guerre impérialiste en Ukraine. Nous diffusons chaque mois notre bulletin international. Il faut le rassemblement et la lutte pour exiger l'arrêt de la course aux armements faisant de la coopération entre les peuples, le fer de lance d'une politique de paix. Nous avons pris la décision lors d'un CN d'organiser un débat public sur la question de l'impérialisme et nous devons nous atteler à organiser un débat public contre la guerre impérialiste en Ukraine.

La jeunesse

Les aspirations de la jeunesse sont violemment percutées par les politiques antisociales du capital et de son gouvernement. Celle-ci vit la précarité, l'exploitation, l'angoisse d'un avenir sans perspective. La jeunesse se sent et est « sacrifiée ». Elle représente une force colossale pour « renverser la table ». Nous devons en faire une priorité. Aller vers cette jeunesse, l'entraîner dans notre combat contre le système capitaliste doit être une des priorités de ce congrès.

Les finances

Nous avons besoin d'énormément d'argent, notre activité nous fait mesurer à quel point il en faut beaucoup plus que ce que nous collectons actuellement, le manque de moyens financiers nous limite trop.

Nous connaissons l'importance que constituent les moyens financiers. Commençons nos réunions par ces questions : règlement des cotisations, la souscription. Il faut poser très fortement la question des moyens financiers à tous, adhérents, sympathisants, proches, collègues de travail. C'est uniquement grâce à leurs versements que nous finançons l'activité de notre parti.

Les élections

Depuis notre création, les élections sont une des batailles politiques importantes, aucune illusion sur le caractère démocratique de ces dernières. Nous menons et faisons entendre la voix de notre parti,

C'est l'occasion pour notre Parti de développer avec nos candidats(es) une campagne très importante sur l'enjeu et surtout sur ce que nous proposons pour que les choses changent vraiment dans le bon sens. La question de quelle société nous voulons se pose : continuer en pire la société capitaliste aux objectifs de laquelle Macron veut soumettre de plus en plus le peuple français, ou bien s'attaquer à ce système capitaliste qui détruit les Hommes et la nature, engendre les guerres et la misère.

Relevons tous ces défis pour la période à venir.

Ensemble, voyons ce que nous devons faire.

Ce que nous engageons aujourd'hui doit nous donner de l'ambition.

Nous mesurons l'ampleur du travail à accomplir. Mais en avant camarades et vive le Parti Révolutionnaire

Communistes !